

COLOMBIE - La Conférence des religieux et religieuses de Colombie dénonce la détérioration croissante de la situation dans le pays

vendredi 16 juin 2000, mis en ligne par [Dial](#)

Alors que l'Europe s'apprête à négocier les 6 et 7 juillet avec la Colombie tout un pan du « Plan Colombie » (cf. DIAL D 2374) il est plus indispensable que jamais de rappeler la gravité de la situation intérieure dans ce pays et les responsabilités dans le développement d'une violence multiforme. Les violations des droits de l'homme renvoient à la lourde responsabilité d'un gouvernement incapable de faire régner l'état de droit. Les belligérants ne respectent pas davantage le droit humanitaire international. Il serait dérisoire que, dans un tel contexte, l'Europe traite la Colombie comme un simple partenaire économique : les négociations à venir doivent inclure un accord préalable sur le respect des droits de l'homme. Ci-dessous, on pourra lire le constat fait sur la situation actuelle du pays par des personnes qui, au jour le jour, partagent les conditions d'insécurité qui frappent le peuple colombien.

Face aux événements douloureux de ces derniers temps qui nous ont fortement frappés au cœur même de notre existence comme Colombiens et Colombiennes et comme religieux et religieuses, notre fidélité à l'Évangile de Jésus ne nous permet pas de garder un silence qui pourrait être taxé d'indifférence et même de complicité par omission devant ces événements ; nous éprouvons la nécessité de dénoncer ces faits et d'indiquer notre juste revendication en face d'eux :

- La façon cruelle et sans discrimination dont sont fauchées des vies humaines non seulement de gens armés mais aussi de personnes innocentes qui n'ont rien à voir dans le conflit, de gens de bien qui travaillent pour la paix et pour le respect des droits humains. Nous voyons avec préoccupation et douleur l'augmentation croissante

des séquestrations, déplacements, attentats, disparitions forcées. Nous ressentons qu'il est de notre devoir de réclamer le respect des normes du droit humanitaire international comme étant le code éthique minimum qui puisse modérer la barbarie de cette guerre et épargner la population civile qui, pour aucune raison, ne devrait se voir impliquée dans le conflit.

- Les niveaux atteints par la corruption dans le pays, affectant non seulement l'économie en raison de la mauvaise gestion financière mais surtout la crédibilité de notre classe dirigeante, de nos institutions les plus sacrées, ce qui obscurcit davantage la perspective d'un futur meilleur pour la Colombie. Nous ne pouvons pas admettre que des faits tels que ceux-ci continuent à se produire et encore moins qu'ils restent dans l'impunité. Nous réclamons le droit de connaître la vérité des faits et nous exigeons que les responsables soient sanctionnés.

- La détérioration croissante de la situation sociale, résultat de politiques économiques et en matière d'emploi qui ont fait monter les taux de chômage, augmentent la pauvreté et aiguisent le mal-être social

face à des situations qui atteignent déjà les limites de la résistance d'un peuple qui survit à peine et se fatigue de la lutte pour s'en sortir. Nous réclamons un système qui porte plus attention au bien-être et à la sécurité de tous, surtout des pauvres, qu'aux intérêts d'une minorité dans la lutte pour une compétitivité incompatible avec la pauvreté croissante de la grande majorité du peuple.

- Les attentats perpétrés contre l'infrastructure du pays et contre les ressources naturelles qui non seulement ont un coût économique et social important mais qui portent atteinte à la nature et à l'environnement. Nous demandons que soit respecté le droit que nous avons tous à un environnement sain et à la jouissance des biens qui appartiennent à tous, et nous demandons que soient revues les politiques qui réglementent l'utilisation de ces biens.

- Nous sentons aujourd'hui plus que jamais que notre mission est de défendre les valeurs incontournables proclamées par Jésus dans l'Évangile et de réaffirmer que sans elles il est impossible de construire une paix juste et durable.

L'an 2000 que nous vivons en ce temps de Jubilé marque l'accomplissement de deux millénaires de christianisme, 2000 ans d'irruption de Dieu dans notre histoire en son Fils fait homme. Prendre conscience de ce fait, c'est ressentir une fois de plus l'appel que Dieu continue de faire à l'humanité, à la Colombie en particulier, à nous-mêmes comme religieux et religieuses, pour rendre droit le chemin de l'histoire, pour diriger celle-ci sur les sentiers de la justice, de la réconciliation, de l'humanisation, de la paix, afin que la vie soit possible pour tous.

Nous sommes conscients que, d'une certaine façon, nous sommes tous responsables de la situation à laquelle nous sommes arrivés mais nous ressentons aussi que notre présence comme religieux et religieuses en tant de lieux de Colombie, donnant notre vie et la risquant avec ceux qui vivent dans la pauvreté, l'insécurité, les menaces constantes, la tension entre des feux croisés, est notre meilleure carte de visite en ce moment. Le témoignage de tous ces frères et sœurs est pour nous tous une stimulation et un appel à faire en sorte que soit plus radicale notre option pour Jésus-Christ et avec Lui pour la cause des pauvres, des persécutés, des victimes de tant d'injustice et de tant d'horreur. Nous ne pouvons permettre que le climat de guerre dans lequel nous vivons détruise notre sensibilité et nous réduise à l'impuissance face à la douleur de tant de frères. Cette option peut être notre meilleure contribution à l'instauration d'une paix basée sur la justice et scellée dans la vérité.

Notre carême en ce temps de Jubilé veut être une expression de solidarité, de proximité et d'un engagement chaque jour plus dense de telle manière que nous puissions célébrer une Pâques qui mette véritablement un terme à la mort et redonne espérance au peuple colombien.

Le témoignage de Mgr Romero, dans la commémoration du XXème anniversaire de sa mort que nous achevons de célébrer, nous encourage. Quelques paroles de sa dernière homélie résonnent avec force dans la situation que nous vivons : « Frères, vous êtes du même peuple que nous, vous tuez vos frères paysans. Devant l'ordre de tuer donné par un homme c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir, la loi qui dit : tu ne tueras point (...) Une loi immorale, personne ne doit la respecter. Il est temps de revenir à votre conscience et d'obéir à votre conscience plutôt qu'à l'ordre du péché. L'Église qui défend les lois de Dieu, la loi de Dieu, la dignité humaine, la personne, ne peut se taire devant tant d'abomination. Nous voulons que le gouvernement prenne au sérieux le fait que les réformes ne servent à rien si elles sont tachées de tant de sang. Au nom de Dieu, au nom du peuple souffrant dont les lamentations montent jusqu'au ciel et sont chaque jour plus fortes, je vous en prie, je vous en supplie, je vous l'ordonne au nom de Dieu : arrêtez la répression !... »

Santafé de Bogotá, 30 mars 2000

- Traduction Dial.
- Source (espagnol) : *Dial*, mars 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.